

Alain Finkielkraut

"Je ne veux pas d'une virtualisation du monde"

L'INVITÉ DE 8H20 le 19 mai 2020 : LE GRAND ENTRETIEN
par [Léa Salamé](#) , [Nicolas Demorand](#)

25 minutes

ND - Alain Finkielkraut, nous poursuivons avec vous une série d'entretiens entamés dès la mi-mars quand la France est entrée en confinement. L'idée est simple, elle n'est pas facile, c'est essayer de penser un événement totalement inédit et qui est encore loin d'avoir déployé toutes ses conséquences. On va y venir longuement avec vous Alain Finkielkraut, mais pour commencer quelques mots sur Michel Piccoli dont on a appris la disparition hier à l'âge de 94 ans. Quel film, quelles images, quels mots, quels souvenirs, garderez-vous de lui ?

AF - Les souvenirs et les films, c'est Claude Sautet, c'est *Les choses de la vie, Vincent François, Paul, et les autres, Max et les ferrailleurs*, une France qui n'a pas tout-à-fait été la mienne, une France de l'amitié, une France où il pleut beaucoup, une France des cafés et une France dont j'ai, je dois dire, la nostalgie. C'est cela pour moi qu'évoque d'abord Michel Piccoli.

LS - Diriez-vous qu'il a incarné une certaine manière d'être un homme dans les années 70, celui de François, cette manière de *François, Paul, Vincent et les autres*, le visage inquiet et rassurant de l'homme français de cette époque ?

Inquiet, rassurant mais d'un autre côté ce n'était pas non plus un rouleur de mécaniques. Ce n'était pas John Wayne, un John Wayne français. Effectivement il y avait une sorte de fragilité, de fêlure, et un sens de l'amitié magnifiquement développé par Claude Sautet, grand cinéaste mineur.

ND - Belle manière de le caractériser ! Venons-en à l'épidémie de COVID 19, Alain Finkielkraut, à ce long confinement dont la France est sortie prudemment il y a huit jours. Diriez-vous qu'il y a eu des vertus positives au confinement, et si oui lesquels ?

Les vertus, oui. J'en vois une : le retour inespéré du silence entrecoupé simplement par le chant des oiseaux. C'était de ce point de vue-là un moment de grâce et pour ma part ça n'a pas été un changement radical dans ma vie. Je vis confiné avec au cœur l'angoisse liée à l'idée que j'ai, selon laquelle j'ai peut-être déjà dit tout ce que j'avais à dire. Mais avec ce confinement j'ai vécu confiné avec ma femme. Ce n'était donc pas un fardeau, c'était un cadeau.

LS - Est-ce que vous avez eu peur, Alain Finkielkraut ?

Peur de quoi ?

LS - Peur de la maladie ? peur de la société qui changeait ? peur du silence aussi ?

Non. Peur du silence ? non pas du tout. Peur de la maladie ? oui bien sûr comme tout le monde. Surtout que j'ai eu un moment donné des symptômes mais c'était autre chose. J'avais une infection, j'ai cru que c'était le coronavirus. Donc effectivement je me suis dit « ça peut m'arriver, je fais partie des populations à risque, non pas en vertu de ma co-morbidité, mais parce que je suis hélas ce qu'on appelle « un senior » et on a même menacé de me confiner jusqu'à la fin de l'année ! Heureusement cette menace n'a pas été mise à exécution. Je peux donc sortir. Je le fais prudemment. Ma peur aujourd'hui, elle vise la forme prise par le déconfinement. Ce qui m'effraie, ce qui m'attriste, ce sont les masques. Alors je ne tiens pas là un discours militant. Je ne suis pas contre le port des masques. Les autorités sanitaires danoises n'ont jamais voulu des masques, il faut le rappeler. Mais peu importe. Si l'académie de médecine et le conseil scientifique disent qu'il faudra porter le masque dans l'espace public je le ferais. Simplement je pense comme Claude Habib dans un très bel article du *Figaro*, que désormais chacun vit sous cloche. Le charme de la rue diminue et même s'éteint. Ce charme de la rue avait été déjà considérablement dégradé par le portable ; tous ces gens qui se croisent en parlant tout seul et qui transforment la vie en asile de fous. Mais le masque généralisé porte au charme justement de la rue un coup mortel et je ne voudrais pas que l'on s'installe dans ce régime prudentiel au point que la poésie furtive de la vie urbaine ne soit plus qu'un lointain souvenir. Mais encore une fois c'est un regret ce n'est pas un discours militant.

LS - Est-ce que ce monde où l'autre est une menace, ce monde masqué, ce monde sans le droit de se toucher ou de s'embrasser vous inquiète ou bien vous terrifie ?

Oui, il m'inquiète. C'est aussi et ce n'est pas simplement de se toucher ou de s'embrasser - on n'est pas obligé de s'embrasser tout le temps non plus, le régime du bisou-bisou m'était un peu pénible - donc un peu de distance c'est aussi un peu de civilité. Non, mais la rue, ce sont aussi des échanges furtifs, c'est le plaisir de regarder les autres et d'être surpris, c'est la curiosité, et tout cela en effet est très important. Mais là où vous avez raison, c'est qu'il peut instaurer une sorte de méfiance mutuelle. Vous ne portez pas de masque et on vous fait une remarque. Vous devenez dangereux. Ce que je peux comprendre : c'est-à-dire que des gens disent « je veux mener une vie risquée, j'ai le droit de prendre des risques ». Bien sûr sauf qu'on n'a pas le droit de prendre des risques pour les autres. Le premier commandement de toute morale, c'est de ne pas nuire. Donc il est indispensable en effet de faire ce qu'on appelle des gestes barrières, de maintenir une certaine distance et éventuellement de porter le masque, mais le prix à payer est effectivement très lourd, et j'espère que ça ne va pas s'éterniser.

LS - Bruno Latour, que nous recevions à ce micro au début de du confinement, a formulé un questionnaire dans un article publié par la revue en ligne AOC¹. Parmi les questions qu'il pose « quelle habitude, quel comportement du monde d'avant seriez-vous désormais prêt à abandonner ? » Je vous pose la question Alain Finkielkraut.

Je ne sais pas. Je ne pense pas que j'avais des habitudes consuméristes affreuses. Je ne roulais pas en 4 x4, je n'ai pas de voiture. Je n'étais pas un citoyen exemplaire qui pratiquait merveilleusement ce qu'on appelle par un pléonasme assez amusant « le tri sélectif », mais surtout je suis un peu gêné par cette opposition que l'on veut faire, une opposition absolue, une opposition radicale entre le monde d'avant et le monde d'après. Je crois que l'histoire récente devrait nous avoir appris à nous méfier justement de toute volonté de liquidation de l'ancien, la liquidation de l'ancien pour qu'émerge un monde neuf. On a déjà vu ça. Il y a des choses dans l'ancien monde, qui était d'ailleurs en voie de disparition, qu'il faut pouvoir

¹ Analyse, Opinion, Critique (AA)

maintenir. Je crois que la nostalgie devrait avoir sa place même dans la politique, et donc je me souviens de cette phrase d'Auguste Comte : « la société est composée de plus de morts que de vivants ». Donc je penserais plutôt en termes de continuité avec ce que le vieux monde avait de nécessaire, de bon, de beau et d'indispensable, parce que le monde d'après par exemple risque d'être celui d'une emprise définitive du numérique. On vante les vertus du télétravail et puis on a découvert l'enseignement à distance, on pense que l'ordinateur va résoudre tous les problèmes de l'école. Je pense moi que l'incarnation a du bon et je regrette notamment dans cet entretien avec vous Léa Salamé, Nicolas Demorand, de ne pas vous voir. Je ne veux pas d'une virtualisation du monde.

ND - Juste un mot, Alain Finkielkraut, sur l'école et le numérique. Vous ne vous réjouissez pas que la continuité pédagogique ait pu être assurée pendant le confinement précisément grâce à ces outils, grâce à l'école à distance ?

Ah ça a été fait de manière minimale, mais ça a été fait et en effet l'enseignement à distance vaut mieux que pas d'enseignement du tout. Mais, vous le voyez, l'école a repris. Elle a repris avec prudence et je ne saurais m'élever contre cette prudence parce que les informations sur la contamination des enfants se succèdent et sont contradictoires entre elles. Ce que je constate, c'est que aucun représentant de ce qu'on appelle maintenant « la communauté éducative » n'a dit qu'il était indispensable après un trimestre presque blanc de finir les programmes. Cet objectif apparaissait déplacé, inconvenant, obscène, inhumain dans les circonstances actuelles. Notre époque humanitaire frappe d'inhumanité l'humanisme au sens classique et cela me gêne.

LS - C'est-à-dire ? expliquez. Vous ne comprenez pas que les enjeux de santé publique priment pour l'instant sur la transmission classique du savoir ?

Non. À l'école on transmet le savoir. Les enseignants ne sont pas des soignants. Alors on nous dit « on va résorber les inégalités nées notamment de la fracture numérique » ; mais ce qui veut dire que les autres élèves sont mis en stand-by et qu'on sacrifie justement l'idéal d'excellence à la résorption des inégalités. Sous ce régime, Péguy, fils de rempailleuse de chaises, Camus né dans une famille illettrée ne seraient jamais devenus ce qu'ils ont été. Donc je ne suis pas sûr que ce régime humanitaire favorise vraiment les défavorisés. Et puis surtout j'entends dire notamment par le président de la fédération FCPE que l'école d'après ne doit plus du tout ressembler à celle d'avant, qu'elle doit être collaborative, qu'elle doit se préoccuper des plus fragiles et cultiver le sens du collectif dont nous avons besoin. Le sens du collectif ... et on dit d'autre part qu'il faut que les enfants aujourd'hui s'expriment, qu'ils puissent parler. Mais qu'est-ce que ça veut dire le sens du collectif ? la lecture est-elle un acte collectif ? la rédaction d'un devoir d'histoire ou d'une dissertation ? Non à l'évidence, mais c'est comme si à l'école deviendrait celle du *care*, celle du soin, comme s'il fallait en finir à tout prix et définitivement avec la solitude du travail intellectuel. Je trouve que c'est dommage. Il faut regarder un peu aussi derrière nous.

LS - C'est un peu conjoncturel ce que vous dites. Vous avez l'impression que c'est fini, que l'école de la transmission du savoir est terminée, qu'on est passé à l'école du *care*. Elle est juste pendant quelques semaines l'idée de prendre des nouvelles des enfants. C'est ce que dit Jean-Michel Blanquer.

Vous avez raison, ça peut être conjoncturel. Mais beaucoup de gens disent que ça ne doit pas l'être. De même j'ai entendu et j'ai lu des sociologues qui expliquaient qu'on a découvert, grâce notamment à cette crise, les vertus de l'ordinateur et qu'il faut l'installer à l'école au

moment même où des ingénieurs vous décrivent le désastre de l'école numérique parce qu'avec l'ordinateur la promotion de l'effort, de l'effort individuel est remplacée par la lutte contre l'ennui. Et l'ordinateur a des effets dévastateurs sur l'attention. Tout cela, on commençait de le savoir, et c'est comme si grâce à la crise ce savoir se dissipait à nouveau ; et on retombait dans le culte de la technologie ultra moderne.

ND - Alain Finkielkraut, l'État s'est porté également au secours du monde de la culture qui prend la crise de plein fouet. Emmanuel Macron est monté en première ligne sur le sujet dans un dialogue filmé avec des artistes. Comment avez-vous reçu ces images, comment avez-vous trouvé cet échange ?

Étrange. J'ai trouvé le président de la République un peu - je dirais familièrement – allumé, en manches de chemise, avec son ministre de la culture qui prenait à côté de lui scrupuleusement des notes, alors que c'était son dossier, appelant par leur prénom un certain nombre d'acteurs et d'actrices qu'il avait vus, pour bien dire qu'il est à tu et à toi avec le show-biz... Il y avait une volonté absolue de se ménager l'affection non pas simplement du monde de la culture mais du show-biz. Je n'ai pas été convaincu tout à fait par cette prestation, même si je vois bien que l'arrêt de toutes les activités culturelles pose un problème grave aujourd'hui. Mais je ne suis pas sûr que ça a été tout à fait la bonne manière de l'aborder.

Un auditeur - Je voudrais vous poser la question suivante. Depuis le tout début de la pandémie, la plupart des intellectuels - et ce mot dans ma bouche a une grande valeur - disent « ça va tout changer » et quand on regarde ce que cela doit changer, on est frappé de voir qu'en fait ça va leur donner raison sur ce qu'ils ont toujours dit. Qu'en pensez-vous ? vous avez cité Camus tout à l'heure ; je crois que Camus aurait dit que c'est justement le grand mal des intellectuels de son temps. Qu'en pensez-vous ?

Il est vrai que beaucoup de gens ont projeté sur cette crise leur schéma préétabli. Les souverainistes y ont vu une raison de célébrer le retour à la souveraineté nationale, les écologistes y ont vu une raison de changer complètement de politique, et je pense notamment à l'anaphore torrentielle, diluvienne de Nicolas Hulot « le temps est venu de créer du lien, le temps est venu d'applaudir la vie, le temps est venu de nous réapproprier le bonheur, le temps est venu de croire en l'autre, le temps est venu de la bienveillance, le temps est venu ... »

LS - Ça ne vous a pas plu...

Non. Parce que ça m'a appris une chose, c'est à dire que la cause la plus urgente c'est-à-dire la sauvegarde de la beauté du monde et de la terre peut générer sa propre bêtise. C'est malheureusement un festival de cuculâtrie, et j'ai pensé à cette extraordinaire réflexion de Kundera dans *L'insoutenable légèreté de l'être* « la fraternité de tous les hommes ne pourra être fondée que sur le kitsch ». Si le monde d'après, c'est ce monde-là d'empathie, de bienveillance et de crétins souriants, il me donne la chair de poule. Et justement beaucoup de gens se sont dit « grâce au confinement je vais lire et relire », mais qu'est-ce que la littérature de Flaubert à Philip Roth en passant par Proust et Musil sinon une grande protestation contre la cuculâtrie.

LS - « Cuculâtrie », est-ce que vous emploieriez le même mot pour Vincent Lindon qui a publié sur le site Mediapart une tribune vidéo très dure sur le fond, une critique d'Emmanuel Macron et à travers lui de la mise en scène du pouvoir, un texte qui demande à la justice pour les hommes politiques plus de célérité et de sévérité ; Lindon

qui veut plus de justice sociale et propose l'instauration d'une taxe Jean Valjean. Ces combats sont-ils les vôtres ou bien vous êtes tout aussi sévère qu'avec Nicolas Hulot ?

Ce n'est pas de la cuculâtrie. Moi j'ai beaucoup d'admiration pour l'acteur Vincent Lindon. Là, je serai peut-être plus critique car, comme c'est souvent le cas dans le monde du show-biz, sous l'apparence de la révolte contre la doxa, de l'insubordination, il se fait le porte-parole vibrant et véhément de la pensée dominante. Sa philippique reprend tous les poncifs des réseaux sociaux contre un État qui n'a pas seulement fait des erreurs mais commis des crimes. Je trouve cette imputation absolument insupportable. Oui, notre gouvernement comme les autres a tâtonné. Il a pris du retard mais pourquoi ? parce qu'il était plongé en pleine tragédie à un moment imprévu, inédit, qu'il est encore aujourd'hui très difficile de penser. Or cette tragédie on voudrait la convertir en culpabilité. Et donc on en vient justement à dresser une liste de coupables qu'on va bientôt punir en justice. Et je trouve ce comportement, je trouve cette attitude délétère et même absolument détestable.

LS - Dans *Causeur* vous avez publié une tribune sur le sujet pour dénoncer ce que vous appelez « le populisme pénal ». Qu'est-ce qui vous inquiète précisément ?

Ce qui m'inquiète, c'est très simple. Que s'est-il passé ? Nous vivions comme maître et possesseur de la nature. L'actuelle pandémie nous a démontré que notre maîtrise ne nous protège pas contre des catastrophes et qu'elle peut même contribuer à les provoquer. C'était un rappel de la finitude. Or les nouveaux procureurs répondent à ce rappel de la finitude par un véritable déni de la finitude. L'exécutif pour eux est censé tout savoir, tout prévoir, et tout pouvoir. Et donc les retards deviennent des crimes, l'incertitude est niée, et la tragédie aussi. Et c'est ce qui fait qu'en effet le vent mauvais du populisme pénal souffle sur la France. Il ne faudrait pas tomber là-dedans. Voyez par exemple l'Angleterre : le gouvernement anglais s'est planté beaucoup plus que le gouvernement français, et pourtant il est plus populaire.

LS – Comment vous expliquez cette contradiction ?

Je crois qu'il faudrait faire une enquête, une généalogie et aller aux sources du mécontentement français. Il y a un mécontentement spécifiquement français difficile à expliquer. Et là il faudrait par exemple remonter à un philosophe oublié aujourd'hui qui est Alain. Pour Alain, le grand penseur du radicalisme, la démocratie ce n'est pas la représentation, ce n'est pas la participation aux affaires publiques, ce n'est pas la responsabilité collective. La démocratie, c'est le contrôle, la surveillance perpétuelle du gouvernement. Or les choses se sont encore aggravées aujourd'hui, parce que, à l'époque d'Alain, il n'y avait pas l'État-providence. Aujourd'hui cet État que l'on contrôle, que l'on surveille, et que l'on juge, cet État auquel on ne passe rien, on lui demande tout. On lui demande tout et quand il nous donne quelque chose, on le prend pour argent comptant ; ce gouvernement a fait des erreurs, mais le chômage partiel pour 12 millions de salariés à 84% du salaire ce n'est quand même pas rien. Et quand Olivier Véran dit « trouvez-moi un pays où l'assurance-maladie a pris en charge 100% des soins liés au coronavirus », il a raison de le dire. Tous ces bienfaits ne sont pas des dus et doivent être portés au crédit du gouvernement, au lieu de demander comme Vincent Lindon que nos gouvernants, nos politiques soient traduits en justice. Et je dis ça sans être pour le moins du monde macronien, car je n'ai jamais cru à l'opposition inaugurale de sa campagne électorale entre les bons progressistes et les mauvais conservateurs.

ND - Cette défiance, ce mécontentement que vous décriviez à l'instant, Alain Finkielkraut, est-ce qu'ils ne viennent pas également d'une communication qui n'a pas été très claire sur un certain nombre de dossiers, comme les masques, comme les tests. François Sureau¹ disait à ce micro que les Français ne sont pas un troupeau ou une garderie d'enfants. Avec ces erreurs-là avez-vous eu le sentiment que les citoyens ont été aussi infantilisés ? Beaucoup le disent.

Non, je ne dirais pas ça et je crois que la question des masques est très difficile. D'abord il faut reconnaître que les autorités médicales ont varié sur les masques. Notamment l'OMS et pas seulement l'OMS. J'ai entendu un certain nombre de sommités, d'infectiologues dire au début de la pandémie que les masques n'étaient pas utiles et qu'ils pouvaient même être dangereux parce que les gens qui les portaient pouvaient se croire dispensés de la distanciation sociale et de ce qu'on appelle les « gestes barrières ». La doctrine a varié parce qu'on s'est placé sous l'autorité de la science à juste titre, mais c'est une science elle-même incertaine. Cette science n'est pas une omniscience. Elle est incertaine, elle est tâtonnante, elle oblige les politiques à faire des choix. Alors oui, peut-être on a voulu cacher la pénurie, peut-être un moment donné. Mais faisons ce que demandait Raymond Aron : mettons-nous à la place des gouvernants un instant. Vous dites il y a une pénurie. Donc on ne va fournir que les soignants, ceux qui sont en première ligne. Comment réagiront les gens qui assurent les services essentiels ? Peut-être à ce moment-là ils feront jouer leur droit de retrait et toute l'économie s'arrête. Deuxième problème très grave : la délinquance était en train de se réorganiser, et à ce moment-là, on peut en être sûr les cambriolages de matériel médical se seraient multipliés. On aurait dévalisé les hôpitaux. Ça se fait aujourd'hui. Donc le gouvernement était obligé de tenir compte de tous ces éléments. Ce n'est pas la peine de nous rappeler sans cesse que nous sommes des adultes. Il faut aussi faire avec l'existence du mal. Et je trouve à cet égard que la critique du gouvernement est tout à fait légitime, mais elle ne doit pas rejoindre l'insulte et elle doit prendre en compte la complexité de la période dans laquelle nous sommes plongés.

Propos retranscrits par Antoine Abou, 20/05/2020.

¹ Écrivain et avocat.